

NON AUX ATTAQUES CONTRE LES TRAVAILLEURS ! AUGMENTATION DES SALAIRES ET INTERDICTION DES LICENCIEMENTS !

Le 1^{er} mai, près de 300 000 personnes ont manifesté dans tout le pays pour la journée internationale de lutte des travailleurs, rappelant que seule notre solidarité permet de faire face aux attaques patronales. Une mobilisation que certains aimeraient bien voir disparaître ! L'ex-Premier ministre Gabriel Attal, en campagne, a ainsi déclaré : « *Le droit du travail empêche trop souvent le droit au travail.* »

SOUS LE CAPITALISME, ON MEURT DU TRAVAIL

Mais de quel « droit au travail » parle-t-il ? Celui de travailler plus longtemps, dans des conditions plus dures, avec moins de protections et davantage de risques ?

Le 17 avril, un intérimaire de 22 ans a été happé par une machine et un stagiaire de 15 ans écrasé par un chariot élévateur. En 2025, 1 297 travailleurs sont morts en France du fait de leur activité professionnelle, soit plus de trois par jour. Depuis janvier 2026, douze cheminots se sont suicidés, révélant l'ampleur des souffrances psychiques liées au travail. Voilà ce que recouvre ce « droit au travail » dans la bouche de ceux qui ne travaillent pas.

TOUJOURS PLUS D'EXPLOITATION, TOUJOURS PLUS DE PROFITS

Pendant ce temps, la campagne présidentielle s'ouvre et les déclarations pro-patronales, mais surtout anti-ouvrières, se multiplient. Le président du Rassemblement national, Jordan Bardella, le ventre encore plein de son récent déjeûner au Medef, propose de porter la durée du travail de 35 à 37 heures par semaine, ce qui ajouterait deux heures de travail hebdomadaire pour ceux qui travaillent à l'horaire légal et sucrerait deux heures supplémentaires à ceux qui sont obligés de travailler plus.

Pourquoi faudrait-il travailler plus, comme le voudraient la droite et l'extrême droite, alors que les licenciements se multiplient ? Alors que des millions de travailleurs sont déjà privés d'emploi, avec toutes les galères que cela implique, à commencer par la mise à l'écart d'une partie de la vie sociale ?

Les 2 000 ouvriers de Stellantis Poissy, menacés par la fermeture de leur site, apprécieront – comme tous ceux touchés par les plans de licenciements, de Nestlé à ArcelorMittal, en passant par Novasco ou Vencorex, ainsi que leurs sous-traitants.

C'est que la logique du patronat consiste à licencier à tour de bras et à intensifier le travail pour celles et ceux qui restent, afin d'augmenter des profits déjà colossaux. En 2025, les entreprises du CAC 40 ont versé un record de 107,5 milliards d'euros de dividendes.

IL FAUT INTERDIRE LES LICENCIEMENTS ET AUGMENTER LES SALAIRES !

Le travail ne manque pas ! Nous en faisons déjà trop, dans des conditions épuisantes. Ce dont nous avons besoin, c'est de travailler moins longtemps, sans perte de salaire, et de partager le travail entre tous pour en finir avec le chômage.

Il faut aussi augmenter les salaires : il n'y a aucune raison pour que tous ceux qui galéraient déjà à cause des bas salaires subissent une hausse des prix de l'énergie et des produits essentiels, conséquence de la concurrence capitaliste sauvage, qui débouche inévitablement sur des guerres commerciales et des guerres tout court. Et, pendant que nous tirons le diable par la queue, des groupes comme Total accumulent des profits record.

Mais rien ne viendra d'en haut. Seule notre organisation collective, dans les usines, les hôpitaux, les bureaux, sur les chantiers, pourra aboutir à une lutte d'ensemble pour imposer, face à l'offensive générale du patronat, hausses de salaire, interdiction des licenciements et réduction du temps de travail.

PREMIER MAI = NUITS COUPÉES

Le 1^{er} mai, journée de lutte des travailleurs, est le seul jour de l'année obligatoirement non travaillé et payé par le patron. La direction de Cenexi, agacée, se venge sur l'équipe de nuit : comme le 1^{er} mai commence à minuit, elle a placé des créneaux de 21h à minuit le 30 avril, et de minuit à 6h le 2 mai. Au prix de l'essence, ça ne vaut pas le coup de bosser 3 heures, obligeant les collègues à les poser en RTT. Tous les moyens sont bons pour gratter du temps aux collègues !

LES PATRONS SOLIDAIRES... DE LEURS PROFITS

À Cenexi, notre direction voudrait nous faire croire qu'elle nous fait bosser à la Pentecôte, un jour férié donc, pour le plus grand bien ! La journée de la solidarité pour aider les « personnes âgées ou handicapées ». À deux doigts de verser une larme devant tant de miséricorde. Ils sont où nos 100 euros nets ? Lâchez nos jours fériés !

CHALEUR UN JOUR, CHALEUR TOUJOURS

La gestion de la température est toujours un casse-tête chez Cenexi. Au condi solide, au sous-sol dans la local DSI et dans les bureaux de la métrologie, il fait trop chaud. Sur certaines lignes, on a même atteint les 28°C ! De peur que ce soit le Pôle Nord, les collègues hésitent à appeler la maintenance utilité.

CAMOUFLAGE

Depuis la semaine dernière des peintres refont la peinture au bâtiment 25. Pourtant, les demandes des salariés étaient surtout d'avoir plus des salaires plus élevés et du matériel qui fonctionne pour faire leurs analyses ! Mais la direction préfère camoufler que réparer les installations.

QUAND RUFFIN JOUE AVEC DES THÈMES DE L'EXTRÊME DROITE

François Ruffin, député de la Somme et ex-insoumis, est candidat auto-proclamé à la présidentielle. En manque de buzz, il a déclaré : « *Je refuse le plan d'importation massive de main-d'œuvre étrangère.* » Tout en remerciant les « *médecins algériens, tunisiens, roumains* » qui font tourner l'hôpital, il estime qu'ils font une concurrence déloyale aux « *talents* » français.

Un jeu dangereux, qui flirte avec des thèmes nau-séabonds ! Le patronat a toujours mis les travailleurs en concurrence. La seule réponse est une lutte commune pour de meilleurs salaires.

DIVISER POUR MIEUX RÉGNER

Dans la boîte, la direction prétend que notre salaire dépend de notre productivité : augmentations individuelles, primes... Pourtant, on n'y est pas pour grand chose si notre machine rapporte des sous au patron ou si au contraire elle tombe en panne. Et à voir comment les AI tombent à la tête du client et de sa proximité avec les chefs, elles sont plus pour nous diviser que nous récompenser.

PRODUCTION CLIVANTE

Quand il y a un problème sur ligne, comme des comprimés clivés, pas question pour la direction d'arrêter la production ! Grands seigneurs, ils proposent même de « prendre la responsabilité » de sortir les lots. Mais dès que les clients les refusent ou qu'il faut refaire le tri et se rajouter du travail, c'est toujours les ouvriers qui trinquent.

PAS LE TEMPS DE SOUFFLER

Au liquide, il faut toujours refaire les mesures de l'oxygène quand les taux sont trop élevés dans les ampoules. Prendre le temps de comprendre d'où vient le problème ? S'assurer que le flux d'azote est constant ? Donner des taux d'oxygènes réellement adaptés à chaque ampoule ? Bien sûr que non : il ne faut pas arrêter la production ! Alors, comme souvent, rien n'est résolu et le problème continue.

LE MOYEN-ORIENT FLAMBE, LES PRIX AUSSI

Avec la crise pétrolière, l'inflation annuelle à 3 % dans la zone euro. La direction, plutôt que d'augmenter les salaires, demande toujours plus de production avec des effectifs moins nombreux, avec la carotte des heures supplémentaires. Ou comment profiter de l'inflation aux dépens des conditions de travail et de la santé des salariés, forcés de suivre pour boucler leur fins de mois... Si les prix montent, les salaires doivent suivre !

CONTRE LA FERMETURE DE STELLANTIS POISSY ET TOUS LES LICENCIEMENTS !

Jeudi 23 avril, 400 personnes ont manifesté à Poissy contre la fermeture de l'usine de voitures. S'y sont rejoints des ouvriers de l'usine, des salariés de sous-traitants impactés par l'arrêt de production du site et des délégations de la plupart des autres sites Stellantis. Une belle occasion de dénoncer le projet de fermeture de l'usine et de rappeler que ce sont près de 550 plans de licenciements qui sont en cours dans le pays, concernant 300 000 salariés. Une première étape pour construire une riposte à la hauteur des attaques.